L'ABEILLE.

PAR MM. LILLY, BULLEN & MAGNE.
No 62, rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 2 AVRIL 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

L'abondance des matières nous a empêché de répondre immédiatement à un article intitulé: *ignorance ou mauvaise foi de la presse whig.*

Le journal qui commence ainsi son attaque, déplorait la veille les égarements de la presse dans une lamentation à la façon de Jérémie. Ces plaintes, bien que singulières dans la bouche de l'agresseur, avaient trouvé de l'écho dans notre cœur, car elles étaient (la forme exceptée) l'expression de notre sentiment intime. Nous avions eu le pêcheur couvert. Mais cette éloquente tirade n'était guères, à ce qu'il paraît, qu'un texte choisi pour faire de la déclamation, à moins qu'il n'ait été à son insu trahi par ses habitudes.

"Chassez le naturel, il revient au galop."

Quoiqu'il en soit, nous allons répondre aujourd'hui à notre confrère. Nous ne l'supposons ni *ignorant*, ni *imposteur fagé* : Nous nous contenterons de signaler ses erreurs et ses inexactitudes et, qui mieux est, de les prouver.

Pendant les premiers mois de 1836, le Congrès, reconnaissant qu'il y avait un trésor excédant et ne sachant à quels emplois ordonner les millions de piastres d'excédant, sans emploi, ordonna la distribution de trente six millions aux divers *States*, en quatre termes: réservant ainsi six millions pour faire face aux éventualités. Les trois premiers termes furent payés; mais le paiement du quatrième fut ajourné en vertu d'une résolution ultérieure du Congrès et ce quatrième terme est encore en suspens.

On doit donc demander compte à l'administration de ces six millions existants une somme qui en trésor au commencement de 1836, fit, des neuf millions, formant le dernier terme de la répartition des trente six millions, lesquels n'ont point été payés. Il y avait donc quinze millions de surplus existants au trésor sans emploi, en dehors des dépenses courantes, au commencement de 1836. Il est donc inexact de dire que *les quarante et quelques millions ont été répartis parmi les divers Etats.*

On doit de plus demander compte à l'administration, des recettes de 1836 résultant des divers de douane (qui furent cette année-là très prohibitifs), des ventes de terres, &c. &c.

Nous disons donc, et nous sommes fondés à dire, que ces quinze millions, plus les forts excédants de 1836, ont été gaspillés; et en effet depuis cette époque le gouvernement s'est constamment endetté en émettant des Bons de trésor pour subvenir à sa dépense courantes. Et c'est, pour le dire en passant, une anomalie d'autant plus grande, que cette même administration, qui vit maintenant de crédit, a toujours cherché à détruire tout crédit en proclamant par la bouche de son chef: *celui-là doit mourir qui brasille avec un capital emprunté.*

Ce sont là des faits positifs.

Ce qui est non moins positif et qui sert à expliquer les premiers faits, c'est l'énorme différence qui existe entre les dépenses du gouvernement fédéral en 1830, sous M. Adams, et en 1836 sous M. Van Buren: en 1830 les dépenses s'élevaient à $13,000,000; soixante quinze millions dépassent $38,000,000. Dira-t-on que les recettes ont augmenté dans la même proportion? Nous allons bientôt prouver le contraire.

Ainsi nous n'étions point dans l'ignorance en disant que l'administration avait dissipé la fortune publique quinze millions qui existaient dans le trésor au commencement de 1836 et qui n'y sont plus; les recettes considérables de 1836 et des années suivantes, qu'on ne voit figurer nulle part et les dettes considérables du gouvernement général, dettes qui s'accroissent de jour en jour, sont des preuves irrécusables.

On a fini d'acquitter la dette publique, il est vrai, sous l'administration du général Jackson; mais la majeure partie de cette dette a été payée sous l'administration de Monroe et de John Q. Adams! Toutes les mesures nécessaires pour parvenir promptement à l'acquittement de la dette nationale avaient été prises dès 1816; et la machine, mise en mouvement par des mains habiles et activées par quinze années d'une sage économie, a dû fonctionner naturellement jusqu'à la fin.

Ce n'est donc pas à l'administration des soidisant démocrates qu'on doit le paiement de la dette. Elle était en effet presque payée à leur avènement au pouvoir, et la preuve qu'ils auraient été inhabiles à le faire eux seuls, c'est qu'ils ont trouvé le moyen de nous créer des dettes en pleine paix.

Soutenir que *la fortune publique a atteint l'apogé, de sa grandeur sous l'administration actuelle* et que jamais le commerce ne fût plus florissant, n'est donc qu'une sombre dérision. Tous les hommes d'affaires savent de reste que la crise de 1837, qui pèse encore sur nous, est le résultat des *expériences* des ultra démocrates.

Sans doute la fortune publique augmente *parfois* que la prospérité de l'Union est trop vivace pour être arrêtée, même par dix ans de règne d'une administration rétrograde : le char des améliorations marche en flèche, bientôt qui voudrait l'arrêter, doit expirer sous le roue. Mais qu'on ne se glorifie pas de ce résultat qui naît de la force même des choses, car avec une meilleure administration, l'augmentation de la fortune publique eut été en même décuple. Si les revenus ont augmenté, par suite de l'augmentation de la population, ils auraient augmenté dans une bien plus grande proportion sous les flottes des ultrà démocrates qui nous gouvernent depuis dix[ans. Mais les revenus n'ont augmenté que d'environ vingt cinq pour cent; tandis que les dépenses ont augmenté d'environ deux cent pour cent. D'où il résulte qu'avec une *prospérité* pareille on va tout droit à la banqueroute.

Répondant à l'induction tirée du tonnage du port de la Nouvelle-Orléans en 1836 et en 1838, nous disons, 1o. Qu'on ne saurait conclure du particulier au général; 2o Que l'augmentation considérable de la population, fait indépendant de leur système contre nous l'avons déjà prouvé, a naturellement augmenté nos produits et nos besoins; 3o. Que les exportations de 1838 n'étant que de $64,809,000, et les importations de 10,000,000, tandis que les exportations étaient en 1836, de 66,809,800 et les importations des 14,880,000. Il en résulte un déficit de 22,000,000 d'une part et de 4,000,000 de l'autre. Le commerce n'est donc pas à son apogée de prospérité.

Notre adversaire termine ainsi:

" Nous sommes fâché d'être en contact avec Publius, " mais notre devoir comme organe du parti démocratique de la Louisiane nous oblige à le refuter des accusations qui ne reposent sur *aucun fondement quelconque*, et dont on se sert peut-être à dessein pour faire des proselytes à la cause de M. Clay."

Gloire à notre adversaire! Il a découvert que nous cherchions *peut-être à faire des proselytes à la cause de Mr. Clay.*

Voilà une découverte qui ne peut manquer de lui faire beaucoup d'honneur et qui laisse bien loin derrière lui les Colomb et les Vespuce.

Il nous reste à féliciter sincèrement le parti ultra-démocratique, d'avoir rencontré pour *organe*, un écrivain *public*, doué d'une sagacité si prodigieuse en même temps qu'il est capable de réfuter si victorieusement des accusations qu'on n'a AUCUN FONDEMENT QUELCONQUE.

COLLEGE DE VERSAILLES.

Cet établissement est en pleine activité; les édifices qu'il fallait construire, ceux qu'il fallait réparer, sont en bon ordre et livrés à leur destination. Les classes sont ouvertes depuis le 28 Janvier dernier, et les premiers examens publics, qui, aux termes du prospectus, auront lieu vers le commencement de mai, donneront aux habitans de la Nouvelle-Orléans la mesure de l'espoir qu'ils doivent fonder sur ce nouveau collège dont la nécessité était si généralement sentie.

S'il faut en juger par une expérience, de laquelle nous avons été témoin avec un assez grand nombre de personnes, il y a trois semaines, les succès qu'obtiendra M. Caboche passeront toutes les prévisions des hommes qui ne sont le plus appliqués à étudier sa méthode d'enseignement et les résultats qu'il a eu en tirer jus. qu'ici.

Voici en quoi consiste cette expérience:

M. Baudran, gendre de M. Caboche et professeur de mathématiques à Versailles, a voulu convaincre les incrédules qu'il n'était pas nécessaire de pâlir pendant un an sur la première volume de Bézout, pour apprendre l'arithmétique.

Il a pris pour cela douze ou quinze enfans de bonne volonté, qui, outre le temps qu'ils emploient ordinairement à l'étude de cette branche des mathématiques, ont bien voulu y consacrer une partie de celui qu'ils donnent à leurs récréations et les instans qu'ils ont pu dérober à d'autres travaux sans y nuire.

Ces enfans, qui, pour la plupart, savaient à peine la table de multiplication et dont quelques-uns seulement avaient une idée des deux premières règles, n'ont travaillé que par jours entre les yeux de M. Baudran; et ce au bout de ce temps, étaient inouïs! sept d'entr'eux se sont trouvés en état de passer un examen public et d'y exécuter avec une imperturbable assurance, toutes les opérations d'arithmétique qu'on leur a soumises, jusqu'à la règle d'intérêt inclusivement!

Ce n'est ici l'histoire ni de l'eau jeune, ni de l'oiseau qui parle. C'est un fait qui s'est passé en présence de témoins d'une véracité et d'une compétence irréconsables, ainsi qu'on s'en convaincra. Ces enfans ont écrit, sans erreur, sous la dictée de leur maître, des nombres de quinze et seize chiffres, effectué toutes les difficultés qu'on puisse y accumuler, comme celui-ci de cent vingt-huit chiffres à multiplier par cent vingt-huit